le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

21 AU 27 OCTOBRE 1993

N° 929

10,00 F

MANIFESTATIONS UNITAIRES DU 12 OCTOBRE

DU RÉVEIL SYNDICAL A LA REVOLUTION SOCIALE

« *Cette journée ne sera pas comme les autres* », écrivait quelques jours avant le mardi 12 octobre la fédération SUD-PTT. Le fait est, retrouver la CGT et FO côte à côte à Paris devant le ministère du Travail, on n'avait pas vu cela depuis longtemps (lire page 3, l'article de Thierry). Pour l'occasion, les syndicats ne manquaient pas de « grains à moudre » : plus de trois millions de chômeurs, des licenciements et plans sociaux en série, un gouvernement soucieux de répondre aux demandes de sa clientèle (patrons et grands commençants)... tous les ingrédients étaient réunis pour faire du mardi 12 octobre une grandes « *journée interprofessionnelle de lutte unitaire pour l'emploi,* [...] *pour la justice et le progrès social* » (CGT). Pour autant, cette action « unitaire » aura pour le moins été difficile à mettre en œuvre. Certes, dans de nombreux départements, la CGT, la FEN, la CGC, la CFDT, voire la CFTC, se sont organisées pour manifester ensemble le même jour sur les mêmes revendications, mais au niveau national les grandes centrales ouvrières ont hésité longtemps avant de se décider. Et le 12, il manquait encore la CFDT qui avait choisi une semaine d'action sur « L'emploi, c'est possible » du 12 au 15 octobre, avec manif des métallos et meeting confédéral le vendredi 15 !

Tout compte fait, cette journée rassembla plusieurs milliers de manifestants en France, ce qui fit réagir les médias et le gouvernement : « Social : le malaise se manifeste », titrait *Libération* du 13 octobre ; « Balladur craint l'explosion sociale », ajoutait le quotidien de Serge July ; « Réveil revendicatif du secteur public », annonçait *le Monde* le même jour... Bref, médias, patrons et gouvernement heureux ou inquiets semblaient s'accorder sur le réveil des syndicats.

Est-ce bien un « réveil revendicatif » des grandes confédérations syndicales ? Rien n'est moins sûr. Le 12, c'est essentiellement le secteur public (PTT, Air France, France Télécom, SNCF, RATP, EDF-GDF) qui est descendu dans la rue. Dernier bastion syndical, il était en effet temps que les fonctionnaires ou assimilés s'expriment sur leurs problèmes et interpellent directement le gouvernement sur la préoccupation première de nos concitoyens : l'emploi. Pour autant peut-on parler d'un réveil syndical ?

Non ! Les syndicats de fonctionnaires ne sont pas plus réveillés que ceux du privé ! Simplement, la bureaucratie a été quelque peu secouée par la base pour prendre une initiative qui ne mange pas de pain : une journée d'action. Le 12 dans la rue, le 13 au boulot, le 14 les mêmes permanents des organisations confédérées se

(suite p. 3)

Manifestation d'assistantes sociales de la CONCASS. Photo W. Vainqueur/M. Gaubert, *PEPS*, juillet-septembre 1993.

« L'antimilitarisme aujourd'hui » P. 2

T2137 - 929 - 10,00 F

RUSSIE

Quelle liberté ? Quelle démocratie ?

Tandis que l'immeuble du Parlement était en flammes, la Russie sombrait de plus en plus dans les profondeurs du totalitarisme. Des milliers de spectateurs s'étaient rassemblés le 4 octobre autour de la Maison Blanche pour voir les troupes d'assaut encercler le Parlement. Il n'y avait pourtant aucune unité parmi eux, puisque des partisans de Eltsine aussi bien que ceux qui trouvaient ses actions criminelles et anti-constitutionnelles se trouvaient là. Même parmi ceux qui supportent Eltsine, beaucoup ne voient pas la nécessité de tuer autant de gens pour se débarrasser du « Parlement communiste ».

Au cours des trois derniers jours, les médias ont tour à tour poussé les gens à rester chez eux, puis à descendre dans la rue défendre Eltsine. Les informations étaient rares et idéologiquement très partisanes [...]. Le 4 octobre, pendant que les troupes attaquaient le Parlement, les médias ont changé de discours et commencé à fabriquer le soutien de l'opinion publique en faveur des actions de Eltsine et de ses partisans. Les arrestations de Khasboulatov, Routskoï et Makachov ont été largement diffusées et des commentaires spécifiaient qu'ils étaient les responsables des morts.

La démocratie est le pouvoir des démocrates (armés) — Durant toute la journée du 4, la rue Gorki, dans le centre, fut bloquée par des barricades érigées par les partisans de Eltsine qui fouillaient les sacs des gens à la recherche d'armes. Aucun ne possédait de papiers quelconques les y autorisant. Ils affirmaient qu'ils « *représentaient la structure* ». Dans son appel aux Moscovites du 3 au soir, le vice-ministre de l'Economie, Igor Gaïdar, leur a demandé de venir défendre l'immeuble du Soviet de Moscou (actuellement la mairie). Après l'assaut du 4, un journaliste lui a demandé s'il ne pensait pas que son appel puisse être à l'origine d'un carnage plus important dans les rues de Moscou. Il a répondu que, puisque l'armée et la police sont une partie de la société, elles ne peuvent plus maintenant être manipulées, et qu'elles ne vont agir que si elles sentent un soutien public suffisant à leurs actions. C'est pourquoi ce soutien de la population au « gouvernement démocratique » était essentiel. Gaïdar a dit aussi que le gouvernement s'était préparé à distribuer des armes à ceux qui s'étaient rassemblés autour de la mairie.

La censure des médias — Il y a des signes clairs de la montée d'un régime autoritaire. Même les émissions de CNN sont censurées - dans la soirée du 4, le son a disparu lors de l'interview dans la rue d'une personne qui parlait en défaveur de Eltsine. La même

(suite p. 4)

L'antimilitarisme aujourd'hui

PENDANT près d'un demi-siècle, le militarisme s'est nourri, à l'Est comme à l'Ouest, de la compétition entre deux géants de l'après-guerre : Etats-Unis et URSS. En France, l'ennemi héréditaire avait une fois de plus changé : le croquemitaine bolchevique succédait à l'ogre teutonique. Qu'importe le prétexte pourvu que les mirliflores puissent jouir de leurs gadgets assassins.

Après l'effondrement du régime soviétique dont l'économie se révélait incapable de soutenir les dépenses militaires, des naïfs imaginaient qu'on allait enfin cesser d'abrutir des jeunes gens en uniformes, cesser de gaspiller le travail en délires d'armements. Comme si des décideurs politiques allaient démanteler le complexe militaro-industriel (le voudraient-ils qu'ils s'y briseraient) ! Le conflit du Golfe marqua la nouvelle adaptation du lobby militariste : l'expédition a permis de casser les ambitions de Saddam Hussein, mais plus encore de lancer une incroyable campagne de publicité pour ce complexe militaro-industriel capable de mener une guerre « chirurgicale » pour venir au secours de populations agressées. Les médias se sont faits sans complexe les relais des bellicistes de la planète pour répandre les analyses les plus absurdes et améliorer l'image d'armées quelque peu discréditées par des campagnes peu glorieuses (Vietnam, Algérie...).

En cette fin de siècle, l'alibi de nos armées cesse donc d'être la défense des territoires nationaux au profit de notions très floues : maintien de l'ordre international, de l'équilibre planétaire, droit d'ingérence... Enfoncée cette vieille ganache d'Eisenhower qui parlait d'« humaniser » la guerre, aujourd'hui nos dialecticiens ont carrément inventé la guerre humanitaire ! Des armées comme auxiliaires d'organisations caritatives impuissantes à gérer la misère de peuples déchirés par d'interminables conflits ! Ainsi, cette expédition en Somalie lancée comme une nouvelle lessive et qui s'enlise dans l'imbroglio des petits chefs locaux.

L'alibi humanitaire de nos armées

Des guerres se déclareront et perdureront tant que des individus sans scrupules en tireront de substantiels profits (bénéfices des fabricants et vendeurs d'armes, pillages, rackets, ascension sociale des belligérants...). *Courrier international* du 18 mars 1993 publiait la traduction d'un article serbe (de l'hebdomadaire *Vreme*), jetant un éclairage révélateur sur les affrontements de l'ex-Yougoslavie : le journaliste y expliquait comment quelques provocateurs suscitaient ici et là la formation de milices, comment les « libérateurs » des villes et villages les pillaient en vagues successives, comment les salauds de toutes les ethnies prélevaient leurs dîmes sur les évacués... Ce journaliste (Filip Svarm) écrivait : « *Pour se hisser aux postes qu'ils occupent aujourd'hui, les dirigeants actuels ont eu besoin de la guerre. Et pour la continuer, ils ont besoin des profiteurs de guerre* ». Et il concluait : « *D'ici à ce que le conflit soit résolu, les profiteurs, avec leurs sacs de billets, seront loin* ». Nos politiciens feront alors un grand cirque (dans le style de celui qui marque les accords OLP-Israël), mais entre-temps, combien de misère, combien d'angoisse, combien de mutilés, combien de morts ?

Une question : l'ex-Yougoslavie en serait-elle là si elle avait été dépourvue d'armée et d'armements ? Au lieu de prôner la solution simplette qui consiste à envoyer une force militaire pour arrêter un conflit, ne faudrait-il pas plutôt relire l'histoire et s'interroger sur le rôle réel d'une armée dans une société ? Qui escamote cette question peut-il être plus qu'un pacifiste d'occasion ? On peut en douter autant qu'on douterait des intentions d'un voisin qui ne sortirait pas sans ses revolvers à la ceinture.

Je conçois qu'on doive prévoir une défense, mais une défense contre quoi, contre qui ? Contre toutes les armées, contre les exploiteurs, contre les mégalomanes du pouvoir... Cette défense ne passe certainement pas par une armée, fût-elle « populaire », mais par une organisation des pacifistes décidés à attaquer le mal à la racine, quitte à se heurter aux Etats, principaux instigateurs des fantasmes militaristes.

En un mot : pas de pacifisme conséquent sans une contestation de l'ordre social.

Charles Langand
(groupe Puig-Antich de Perpignan)

FEMMES

Solidarité contre les crimes de guerre

« Nous sommes celles qui sortent en public avec nos corps et notre vision d'un monde sans guerre, sans viol, sans violence et sans militarisme. Nous croyons dans les actes de désobéissance civile. »

Beaucoup de femmes ont rejoint le slogan de ces « Femmes en noir contre la guerre » qui se rassemblent depuis novembre 1991 chaque mercredi à Belgrade. Qu'elles soient femmes de Croatie, de Bosnie, du Kosovo, de Slovénie ou de Serbie, elles se sont retrouvées dans un appel commun qu'elles adressaient au-delà des frontières en octobre 1992 pour dénoncer l'insupportable : la guerre et ses crimes, dont le viol comme arme.

Une fois de plus, les armées répondent à l'ordre patriarcal, intinsèquement lié à la loi du plus fort. Elles manifestent leur conquête par le viol et l'utilisent pour anéantir le peuple adverse. L'enfant issu d'un viol appartiendra *ipso facto* au peuple du violeur : la femme violée est niée comme individu lors du viol et dépossédée ensuite de l'enfant qu'elle a porté. Là-dessus, se fondent la purification ethnique et le renouveau démographique, les ferments de tout nationalisme. Aux viols, s'ajoutent les séquestrations des femmes jusqu'à la fin de la grossesse, la prostitution forcée et la déportation.

Les réseaux de femmes qui, en France ou ailleurs, ont contribué à faire connaître cette situation, passée sous silence jusqu'en novembre 1992, n'ont jamais voulu établir une hiérarchie dans l'horreur. Il s'agissait et il s'agit avant tout d'informer sur les violences contre les femmes et sur les viols comme arme de guerre et de purification ethnique et de les faire reconnaître comme crimes de guerre, crimes contre l'humanité. Rapidement des solidarités se sont concrétisées vis-à-vis des femmes violées et des contacts se sont noués avec les femmes résistant à la guerre, aux politiques nationalistes et développant des projets autonomes. Sont ainsi organisés rassemblements, manifestations, débats et initiatives autant à Albi qu'à Lyon, Besançon, Paris, Toulouse, Genève ou Bruxelles. Matériel et argent ont ainsi été collectés permettant la création de divers ateliers de couture ou de tissage, l'organisation de petites unités de production agricole, le soutien juridique ou psychologique, des actes de soin, le maintien des refuges menacés et l'aide aux femmes réfugiées et déplacées. Chaque action concrète s'appuie sur une volonté locale des femmes de résister et d'agir.

Détermination et solidarité des femmes agissent ainsi contre la guerre et contre tous les nationalismes.

Hélène Hernandez
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

N.B. : « Solidarité féministe avec les femmes de l'ex-Yougoslavie », Maison des Femmes, 8, cité Prost, 75011 Paris. Tél. : 43.48.24.91.

Ecoutez l'émission « Femmes Libres » sur Radio Libertaire (89.4), chaque mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (rediffusion le mardi suivant de 10 h 30 à 12 h 30). Téléphone du studio : 42.62.90.51.

Les Etats, la misère, le racisme, le trafic d'armes favorisent les guerres et engraissent les profiteurs économiques
11 NOVEMBRE 1993
JOURNÉE D'ACTION CONTRE LE RACISME LA NATIONALISME ET LE MILITARISME

PARIS
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
A PARTIR DE 11 H

Forum (toutes celles et ceux qui agissent dès maintenant, ici et ailleurs), chansons : *Les Chanteurs Livreurs, Raymonde et les Blancs Becs, Sabine Viret...* stands, buffet, boissons, librairie. Animations diverses : dessinateurs contre la guerre, écrivains... et une manifestation.

Journée organisée par la Fédération anarchiste, l'Organisation communiste libertaire, l'Union des anarchistes, Urgence pacifiste, Sat-Amikaro, Réflex, CNT-AIT (liste provisoire).

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Du réveil syndical à la révolution sociale

(suite de la « une »)

retrouvaient au calme dans les salons feutrés des ministères pour négocier, à l'exemple des rencontres syndicats-ministère de la Fonction publique sur les salaires dans ce secteur.

Non, une nouvelle fois, s'il y a réveil ce n'est pas du côté de la CGT, de FO ou de la CFDT... mais peut-être de celui des petites organisations confédérées ou sectorielles. La Confédération nationale du travail (CNT) était au rendez-vous du 12. « *S'il est vrai qu'il y a une crise économique profonde, cette crise n'a nullement atteint le moral militant des syndicats cénétistes, ce qui n'exclut pas une grande lucidité quant aux difficultés des tâches à accomplir. Et du tonus, il en faut pour affronter cette rentrée sociale caractérisée par une aggravation des conditions de travail pour les salariés et les chômeurs* », écrit l'Union des syndicats CNT de la région parisienne dans *CNT-Infos* d'octobre 1993. Le réveil, le renouveau du syndicalisme est plutôt de ce côté-ci de l'échiquier syndical. La CNT n'est pas une nouvelle venue, certes, mais dans un paysage marqué par le conformisme, le consensus, le recentrage des idées, la CNT, son projet de transformation sociale, son anti-capitalisme pragmatique font figure d'alternatives. Elle n'est plus seule. C'est une donnée nouvelle, le CRC-Santé, la Fédération SUD-PTT, pour ne citer que ces deux organisations significatives, répondent également à ces critères : ceux d'un syndicalisme en rupture avec la logique économique dominante. Les limites de ces deux dernières, le CRC et le SUD, ont été éprouvées le 12 ; le CRC-Santé n'appelait pas à la grève ; le SUD-PTT appelait à manifester devant le ministère des Postes et non devant celui du du Travail. Limites marquées ici par une organisation non-interprofessionnelle, mais dans le fond, CRC, SUD, CNT ont, à quelques nuances près, le même objectif : celui d'en finir vraiment avec ce système producteur d'injustices et d'inégalités sociales.

S'il y a réveil, c'est bien là, et effectivement Balladur a toutes les raisons de s'inquiéter.

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

PARIS 19e

Le « Réseau Vigilance et Solidarité 19e » organise une réunion publique « Pour le droit d'asile » le vendredi 29 octobre à 20 h au local de la CFDT 4, boulevard de la Villette (M° Belleville) avec Anne Tristan journaliste et écrivain et un représentant de l'ANAFE

(Le groupe Pierre-Besnard de la FA est partie prenante dans le réseau.)

CFDT

Ecœurement et fatalisme au programme de rentrée

Lu dans *Syndicalisme hebdo*, organe de la CFDT : « *Les évêques face au chômage. Emploi — La commission sociale de l'épiscopat a rendu public une déclaration. "Au nom de la dignité humaine", et un rapport "Face au chômage, changer le travail". Les évêques ne proposent pas de solutions toutes faites mais invitent à la réflexion.* »

Que l'on se rassure, la CFDT n'a pas créé un comité des évêques au chômage. Tout simplement, l'hebdomadaire cédétiste pousse complaisamment la chansonnette pour les beaux yeux d'un rapport épiscopal sur « les problèmes du chômage ». A moins que *Face au chômage, changer le travail* n'ait plus simplement comme but que d'attirer quelques demandeurs d'emploi déboussolés.

Mais revenons à notre CFDT. Que vient faire un texte qui sent le Vatican à plein nez dans l'organe officiel d'une ex-CFTC défroquée depuis belle lurette ? Ne soyons pas naïfs, et rappelons-nous simplement que les « historiens » de la CFDT font remonter sa création à... 1919.

Pour parler plus sérieusement de l'activité revendicative (?) de la centrale syndicale, on peut voir et entendre sur tous les tons (et pour citer un mot célèbre) ses dirigeants sauter comme des cabris en criant : « L'emploi ! L'emploi ! L'emploi ! ».

Cela paraîtrait plutôt sympathique si derrière ce masque douloureux ne se cachait en de multiples compromis et compromissions avec les pouvoirs en place. On a pu croire que la grande bienveillance déployée vis-à-vis des gouvernements socialistes successifs révélaient une volonté de créer une social-démocratie à la française. Là encore, il y avait erreur sur la stratégie à long terme de l'organisation. Il apparaît clairement aujourd'hui que le but de la CFDT est de conforter une place de « partenaire privilégié » quels que soient les interlocuteurs, qu'il s'agissent de Balladur ou du CNPF, le syndicat de Madame Notat veut occuper la place de Force ouvrière dans la co-gestion de l'appareil d'Etat.

Stratégie incohérente et cassure syndicale

Si FO maintient habilement le double langage (contestation dans la rue, docilité dans les coulisses), la CFDT affiche sa soumission au grand jour. La loi du marché tranchera !

On peut quand même s'interroger sur la stratégie suivie en cette rentrée sociale par la CFDT. Alors que FO et CGT appellent à une journée d'action (fourre tout certes, mais commune)la centrale cédétiste entend manifester seule... le 15 octobre.

On peut objecter que la CFDT affiche sa différence en axant sa revendication sur l'emploi. Certes. Mais sous cet appel au peuple quelles sont les lignes directrices, les propositions mises en avant ? C'est là que ça se gâte.

Alors qu'en septembre 1992 de gros moyens avaient été mis en œuvre pour un rassemblement « Emploi » au Zénith (on y avait surtout applaudi... Martine Aubry !) une incohérence totale règne sur la journée du 15 octobre : chaque fédération, chaque union départementale, voire chaque union régionale se fend de son appel où l'on discerne rien moins que des nuances...

Si les critiques (plus ou moins acerbes selon l'endroit) du Plan quinquennal servent à lier la sauce, on se perd dans le labyrinthe des propositions concrètes de la confédération ; après des années de « mobilisation », voici que l'on invite les salariés à... réfléchir à ce problème.

Quant à la « réduction du temps de travail », l'expression a fait fortune. A tel point qu'aucun militant n'ose plus avouer s'il s'agit de plumer la volaille salariée ou partager le chômage.

La cassure évidente entre l'appareil confédéral et les militants de terrain n'a jamais été aussi durement ressentie. Il est clair que le *management* façon Notat passe mal. A force de vouloir s'identifier à la logique de l'entreprise, les patrons de la CFDT sont en train de développer chez les militants les mêmes réactions que celles des salariés vis-à-vis de leur employeur : l'écœurement et le fatalisme.

J.-P. Le Du

SYNDICATS

La CGT, FO et les autres en cette rentrée sociale du 12 octobre

Le soleil était au rendez-vous le 12 octobre à Paris, le quartier était bouclé par les CRS, et pour rejoindre la manifestation syndicale nous étions quasiment obligés de contourner le quartier des ministères.

Quand on remontait le boulevard des Invalides, on rencontrait pêle-mêle des banderoles FO, CGT, unitaires (comme celle de Chausson : CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, Syndicat démocratique de Chausson ou celle des postiers de Paris 14 : CGT, FO, CFDT, SUD), des pancartes de la CNT, dont les syndicats de la Fédération PTT avaient appelé à la grève générale unitaire syndiqué(e)s et non syndiqué(e)s.

Le temps aidant, c'était une atmosphère unitaire bon enfant où les mots d'ordre des états-majors n'avaient que peu de résonnance. Bref, les salariés du secteur public ont débrayé et manifesté dans l'unité, mais au-delà de cette journée, qu'en sera la mobilisation générale tant attendue pour réveiller le mouvement social ?

La logique de « rentrée sociale » reprenant une coutume des années Pompidou, pourra-t-elle remettre la machine en marche ? Louis Viannet a eu beau remarquer : « *Ce qui me frappe, c'est que les gens sont bien dans leurs baskets, et c'est pour une fois une manifestation très syndicale.* », de quoi l'avenir sera-t-il fait ?

A Paris, vendredi dernier, la direction de la CFDT a certes fait son rassemblement autonome. Mais en province (Montpellier, Rennes, Marseille, Toulouse...), les manifestations de mardi étaient unitaires. Bien sûr, nous ne rêverons pas en croyant que nous sommes sur le chemin de l'unité ouvrière. Nous pensons plus pragmatiquement que ce qui reste des « syndicats représentatifs » va être obligé, au niveau de leurs instances, de respecter, voire privilégier ce qu'ils fustigeaient il n'y a pas si longtemps : l'unité à la base et dans les luttes.

Si l'intérêt de boutique prévaut, il se peut qu'on ne puisse pas faire grand-chose contre la « germinalisation » de la société à venir. Les chômeurs seront encore plus légions, et les salariés de vilains privilégiés, sans parler des exclus, des sans-domicile-fixe... Paraît même que Balladur craint « l'explosion sociale » ; à nous d'œuvrer pour qu'il n'appelle pas les directions syndicales pour éteindre l'incendie !

Notre rôle n'est pas de les aider à rafistoler les bouts mais à construire un monde nouveau.

Thierry (FA - Paris-Est)

Amies lectrices amis lecteurs

Depuis quelques numéros, *le Monde libertaire* a retrouvé son rythme de parution hebdomadaire. Cela, après une période estivale assez agitée : retrait des kiosques du numéro d'été, après quinze jours à peine de mise à l'exposition, ceci suite à une erreur informatique des NMPP ; sortie d'un *Monde libertaire* hors série, suite à la disparition de notre ami Léo Ferré.

Le numéro d'été, sur lequel un effort de présentation (deux couleurs), de promotion (9 000 affiches collées) et de diffusion (tirage de 16 000 exemplaires) avait été fait, a relativement bien supporté le mauvais coup, qui aurait pu financièrement lui porter un coup fatal. Ce retrait a quand même réduit à presque rien de nombreux efforts militants et financiers, alors que, malgré tout, on a constaté la satisfaction quasi unanime des lecteurs qui ont pu se procurer ce *Monde libertaire*.

La décision de sortir un numéro hors série dédié à Léo Ferré a été rapidement prise, ceci afin de rendre hommage à un véritable ami du *Monde libertaire* et de la Fédération anarchiste, et cela en dehors de toute autre considération, n'en déplaise aux grincheux. Son succès et les propositions d'aide qui nous furent faites au moment de la réalisation de ce *Monde libertaire*, nous confortent dans notre choix. Période de vacances oblige, il faut remercier les compagnes et compagnons qui assurèrent sa réalisation.

A ce jour, il faut le dire : notre hebdo est toujours convalescent. Mais la reprise prometteuse des ventes en septembre et l'augmentation substantielle des abonnements nous laissent entrevoir un dernier trimestre 1993 à peu près équilibré... si nous maintenons le cap !

L'équipe du ML va continuer, pour cela, ses efforts en vue de l'année 1994, qui s'annonce comme une année charnière, mais aussi difficile. Il va nous falloir tenir pour atteindre l'année 1995, année du centenaire du titre (*le Libertaire*) et année du millième numéro du *Monde libertaire* hebdomadaire.

Nous avons des projets, et certains pourront être d'agréables surprises, du moins nous l'espérons. Nous vous ferons connaître le détail de ces projets au cours de l'année à venir, lorsqu'ils seront un peu plus affinés. Jusque-là, aidez-nous à assurer le maintien de notre hebdo en l'achetant régulièrement, en vous y abonnant, en souscrivant (même modestement) quand vous le pouvez, en nous envoyant des articles ou en faisant écrire des proches dans nos colonnes, mais aussi en faisant connaître le titre dans vos villes, dans vos quartiers, sur votre lieu de travail, dans votre syndicat, votre association...

Nous devons aller vers un autre futur, dans ces deux ans à venir.

Jean-Jacques Legois
(administrateur du ML)

RENDEZ-VOUS

BORDEAUX
Les groupes et individuel(le)s FA de Bordeaux communiquent « à tous les membres de la Fédération anarchiste, à tous les camarades libertaires » : « Nos camarades Aristide et Paul Lapeyre nous ont laissé un local à faire vivre. C'est aujourd'hui le local de la Fédération anarchiste, rue du Muguet.
Malgré les difficultés de tout ordre, nous avons réussi jusqu'à ce jour à le maintenir en état, afin que notre mouvement puisse trouver un lieu de rencontre accueillant pour les libertaires.
Aujourd'hui, nous avons investi financièrement dans des travaux d'entretien urgents, et nous ne pouvons pas faire face à l'échéance impérative de la taxe foncière qui s'élève à 6 384 F. C'est pourquoi, nous sollicitons tous les camarades libertaires, et lançons cet appel à souscription, qui nous l'espérons sera entendu.
Les souscriptions sont à envoyer à l'ordre de SCEGI c/o C. Tenneguin, 14, rue Gustave-Carde, 33100 Bordeaux. CCP SCEGI 5432 70 E Bordeaux.
Avec nos remerciements fraternels. »

BESANÇON
Le groupe Proudhon nous communique : « Une conférence de Jean Préposiet autour de son livre *Histoire de l'anarchisme* (éd. Tallandier) se déroulera à la Faculté de Lettres, le mercredi 27 octobre à 17 h, salle G 21 (Granvelle, 2e étage). »

BOURGOIN-JALLIEU
Le collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin-Jallieu organisent une exposition en leur local, 20, rue Joseph-Seigner, sur le thème : « Femmes révolutionnaires d'hier et d'aujourd'hui ». Cette exposition a été réalisée par le Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne. Elle se tiendra jusqu'au samedi 23 octobre inclus, de 14 h 30 à 18 h.

DIJON
Le groupe FA de Dijon rappelle que l'on peut rencontrer des militant(e)s et sympathisant(e)s anarchistes au local du 61, rue Jeannin, chaque mardi de 21 h à 23 h et chaque samedi de 15 h à 18 h. Ils vous feront partager leurs analyses, leurs activités, leurs projets, leurs pratiques, leurs joies, leurs colères... bref, ils créent des liens !

PERPIGNAN
Dans le cadre de la manifestation fédérale contre le racisme, la guerre et le nationalisme, qui se déroulera le jeudi 11 novembre à Paris, l'Union régionale FA du Sud-Ouest et le groupe Puig-Antich organisent, au départ de Perpignan, un voyage aller-retour pour la somme de 290 F par personne.
Ce départ aura lieu de Perpignan le mercredi 10 novembre en soirée et le retour à Perpignan s'effectuera le vendredi 12 novembre en matinée.
Réservez, dès à présent, votre voyage auprès de membres de l'Union régionale, dont voici les coordonnés :
— Librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan ;
— Liaison du Razès (Aude) : Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès ;
— Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolière, 31000 Toulouse (permanences : jeudi de 18 h à 20 h et samedi de 14 h à 18 h).

ROUEN
Le groupe FA de Rouen organise à la Halle aux Toiles le vendredi 22 octobre à 20 h 30 une réunion publique sur le thème suivant : « De la guerre du Golfe à l'accord OLP-Israël », avec René Berthier et Christiane Passevant.

Quelle liberté ? Quelle démocratie ?

(suite de la « une »)
chose s'est renouvelée à plusieurs reprises pour une journaliste qui interviewait le vice-premier ministre Sergueï Chakhraï. De nombreux journaux n'ont pu paraître le 5 octobre. La censure est appliquée à tous les grands journaux. (*Nezavissimaïa Gazeta* est parue mardi avec deux placards blancs, tandis que *Moskovski Komsomolets*, le journal de boulevard le plus répandu, et *Moskovskaïa Pravda* ne sont pas parues). Dans *Komsomolskaïa Pravda*, les censeurs examinent jusqu'aux encarts publicitaires. Sept journaux communistes et nationalistes ont été fermés la veille. « Le Club de la Presse », une émission de télévision, enregistrée le 4, n'a pas été diffusée, car elle aurait pu être controversée et présenter des commentateurs politiquement contestables.

Plus de liberté, plus de démocratie — Le 4 octobre, a été annoncé que le ministre de la Justice (sic !) avait déclaré illégales un large éventail d'« organisations pro-communistes et nationalistes » qui avaient soutenu le Parlement, dont la fasciste Unité nationale russe et le Parti social-démocrate du travail. La liste des organisations était d'une étrangeté inquiétante, puisqu'il n'y avait rien à propos de l'Union civique (association des entrepreneurs et managers industiels) qui avait soutenu le Parlement et déclaré sa fidélité à Routskoï, mais la Confédération anarcho-syndicaliste (KAS) figurait sur la liste avec les « *organisations pro-communistes et nationalistes* ». La KAS a pourtant été claire, ne soutenant ni Eltsine ni Routskoï, mais appelant au contraire le peuple à cesser le travail et à créer à la base des organisations populaires.

Le Soviet de Moscou et du district ont été dissous par décret présidentiel. Les présidents du Soviet de Moscou ont été arrêtés et frappés dans les commissariats, certains ont été libérés le 5 au matin.

Moscou revient à une vie normale, les stations de métro autour du Parlement sont ouvertes et le couvre-feu est instauré de 23 h à 5 h pour une durée incertaine.

Mikhaïl Tsovma,
coordinateur
international de la KAS
(Moscou, le 5 octobre 1993)

CAUCASIENS

Le visage raciste du régime Eltsine

COMME ON PEUT facilement se l'imaginer, tandis que la police recherchait dans les rues les « criminels potentiels », rien n'a interféré dans le calme mouvement des affaires de la mafia russe. Malheureusement, la société russe semble croire les histoires sur les méchants criminels du Caucase, qui seraient les seuls à blamer pour les problèmes de la population. Des articles racistes font leur apparition dans les journaux, sans protestation des organisations de défense de droits de l'homme, et la société toute entière semble utiliser le terme « *personne de nationalité caucasienne* », qui vient visiblement du langage écrit des racistes de la police. C'est une vieille recette : diviser pour mieux régner.

Voici quelques extraits des faits décrits dans un article du *Moscow Tribune*, qui, contrairement à ceux des médias occidentaux essayant de convaincre leur public que Eltsine est le plus formidable démocrate ici (et le seul), montrent que les actions des forces de la Loi et de l'Ordre n'ont rien à voir avec le combat réel contre les crimes.

Un ordre écrit, prescrivant de vérifier les papiers des gens des nations et républiques du Caucase en vue d'une possible déportation, a été envoyé à tous les agents de la circulation (GAI) aux points de contrôle autour de Moscou. Ce texte demande aux inspecteurs d'arrêter les véhicules conduits par « *les personnes de nationalité caucasienne* » (Arméniens, Azerbaïdjanais, Géorgiens et les Républiques russes du Nord Caucase) et de vérifier leurs cartes de résidents à Moscou. Si les conducteurs ou passagers ne possèdent pas ce permis, l'entrée de la ville leur est refusée, ou bien leur véhicule est arraisonné, ils sont envoyés au commissariat pour identification, puis déportés. « *Le but de ces mesures est de débarrasser la ville des résidents illégaux, dont il se trouve que la plupart viennent du Caucase* », a déclaré Andreï Chtchavelev, porte-parole du GAI.

« Des articles racistes font leur apparition dans les journaux, sans protestation des organisations de défense des droits de l'homme... »

Cet ordre apporte la preuve tangible que l'action de la police moscovite durant l'actuel état d'urgence est de prendre pour cible quiconque a la peau assez sombre pour passer pour Caucasien, sans rechercher un éventuel passé criminel. D'après Chtchavelev, l'ordre place à part les personnes du Caucase car contrairement aux autres nationalités, « *ils sont faciles à identifier d'après leurs caractères physiologiques et faciaux* ». Il confirme que cette rude politique anti-caucasienne a été introduite à Moscou avec l'état d'urgence, et il doute qu'elle cessera avec lui, le 18 octobre. « *La plupart des Caucasiens sont des voleurs et des bandits, ils commettent les 2/3 des crimes de la ville* ». « *Nous avons suffisamment avec nos criminels* ». [...]

Quiconque ne parvient à prouver son droit de rester à Moscou est renvoyé au lieu de résidence indiqué sur son passeport, a explicité Chtchavelev. [...]

Igor Tsiroulnikov, porte-parole de la police, a indiqué mardi que 1185 résidents illégaux avaient été expulsés de Moscou dans les dernières 24 h, et que plus de 3540 étrangers ont été renvoyés chez eux depuis le début du couvre-feu. La police a fait ces déclarations au milieu des protestations des ambassades arménienne, azerbaïdjanaise et géorgienne, contre ce qu'elles appellent des violations des droits de l'homme de leurs ressortissants.

La semaine dernière, des reportages ont montré les forces de l'ordre de l'OMON qui ont frappé des vendeurs caucasiens sur les marchés fermiers et leur ont pris leur argent et leurs effets personnels.

Beaucoup de citoyens caucasiens de Moscou sont des réfugiés ayant fui les zones de guerres en Géorgie ou Azerbaïdjan. D'autres travaillent ici et n'ont rien à voir avec le crime qui justifie leur déportation.

Mikhaïl Tsovma
(Moscou, le 13 octobre 1993)

Radio Libertaire (89.4)
chaque jeudi de 14 h à 15 h
« Goloss Trouda »
émission bilingue
franco-russe

TÉMOIGNAGE

Le lundi 4 octobre vu par une Moscovite

[...] De temps en temps, des coups de feu partaient, parfois vers la Maison Blanche, parfois vers nous. Nous avons vu une femme sortir un revolver de son sac et tirer plusieurs fois en l'air. Nous ne savions pas qui elle était, ni qui elle visait. Puis elle a marché vers le bâtiment de la mairie. Nous pensions qu'elle allait tirer sur un des soldats, mais elle a commencé à parler avec l'un d'entre eux et est entrée dans l'immeuble.

A ce moment-là, les chars ont démarré. Nous avons quitté la rue Novy Arbat, mais des soldats ont tenté de nous faire courir et de créer une certaine hystérie parmi les gens. Il y avait quelques centaines de spectateurs. Soudain, des armes ont commencé à tirer, nous avons couru jusque dans une impasse, mais là aussi des coups de feu se sont faits entendre. Ceux-ci ne pouvaient venir que des troupes que nous avions dépassées et qui avaient tenté de créer la panique seulement cinq minutes plus tôt. Il n'y avait personne d'autre à cet endroit. Des douzaines de personnes ont essayé de rentrer dans l'impasse. Nous avons vu des gens tirer des fenêtres [...]. Les troupes de Eltsine qui stationnaient juste derrière ont décidé de ne pas tirer vers les fenêtres, mais plutôt dans l'impasse, où les gens affluaient.

La télévision a parlé de tirs de *snipers* dans plusieurs endroits de la ville et a affirmé qu'ils appartenaient à l'opposition rebelle éparpillée.

Ils utilisent cette peur pour justifier des choses comme la loi martiale. [...]

De nombreuses organisations politiques ont été interdites, même si elles n'avaient pas forcément quelque chose à voir avec les événements. Quelles sortes d'élections Eltsine propose-t-il d'organiser ? Des élections sans opposition ? En quoi cela serait-il différent du temps du PCUS ?

Laura Akaï
(Moscou, le 6 octobre 1993)

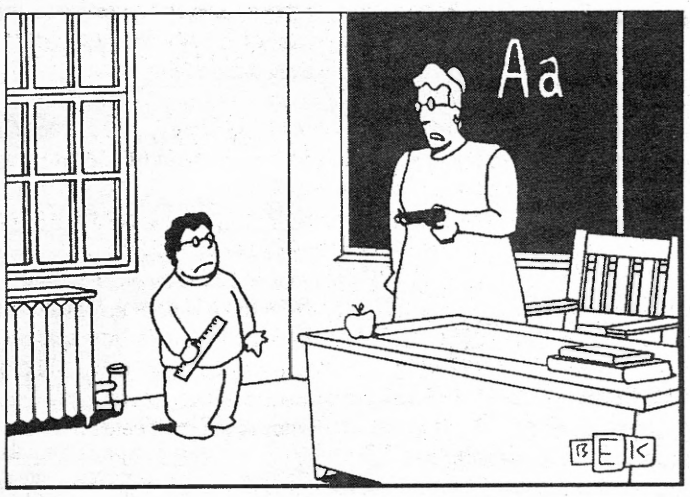
BELGIQUE

BRUXELLES
DIMANCHE 24 OCTOBRE
13 H 30
rendez-vous
sur les marches
de la gare du Nord
pour une manifestation
contre le racisme
et le fascisme...
et pour le droit
à la paresse

FÊTE AU GERNIKA
(65, rue du Midi)
17 H - 22 H
en soutien à l'Infothèque
anarchiste de Gand
(stands, vidéo, info,
restauration végétarienne)

BILLET AMÉRICAIN - 4

Une rentrée scolaire normale ne changerait rien à l'affaire...



« *I'm sorry, but you know too much.* »
(« **Désolée, mais vous en savez trop.** »)

Une étrange frénésie patriotique s'est emparée de la jeunesse des quartiers hispaniques de l'ouest de Chicago. Le long des trottoirs, des gamins agitent des drapeaux mexicains pendant que leurs frères aînés sillonnent les rues dans des bagnoles déglinguées toutes bannières au vent. C'est la fête nationale du Mexique et cette activité semble, pour le moment, canaliser toute leur énergie. C'est vrai que la rentrée scolaire a été retardée depuis plusieurs semaines. Le conflit entre le syndicat des profs et l'administration est dans l'impasse : celle-ci s'avouant incapable d'honorer les augmentations de salaires prévues lors de la signature de la dernière convention. La situation n'est pas meilleure dans les quartiers sud de la ville où se trouve la plus grande concentration de logements publics au monde, dit-on... Les enfants sans école y sont doublement pénalisés car les autorités viennent d'y interdire la vente de glaces en prétextant que les marchands ambulants distribuent également de la drogue !? Dans ces tours à moitié éventrées, occupées essentiellement par des Noirs pauvres, on a depuis longtemps cessé de s'intéresser aux drapeaux. Ici, on joue à la guerre avec des armes véritables. Dans les faits divers sanglants qui remplissent les pages des journaux on retrouve l'horreur et la détresse des conditions de vie des jeunes noirs. Des enfants de trois ans sont tués par des jeunes de quatorze ans... Au cours des mois d'été, l'heure du dîner est le moment le plus dangereux : c'est alors que les gamins règlent leurs conflits à coups de pistolets ou d'armes plus sophistiquées. « *Aujourd'hui n'importe quel enfant peut se procurer une armée. C'est aussi facile à trouver qu'un paquet de bonbons* », dit un père terrorisé. Et une rentrée scolaire normale ne change rien à l'affaire. Les écoles et les salles de classe sont désormais touchées par la guerre, et ceci malgré l'installation de portails détecteurs d'armes à feu.

A Chicago, le taux d'échec scolaire moyen dans les écoles publiques est de 50%, et il peut atteindre 80% dans certains quartiers. Pourtant, les parents continuent à se bagarrer pour l'amélioration des écoles. A Détroit — ville sinistrée s'il en est — l'ouverture récente d'une nouvelle école publique a failli provoquer une émeute. L'administration a reçu plus de 6 000 candidatures pour les 300 places prévues. Il est évident que le système scolaire public américain est en faillite : la participation de l'Etat fédéral dans les dépenses d'éducation a chuté de moitié en dix ans. Personne ne s'étonne lorsqu'une étude récente révèle qu'un Américain sur quatre est illettré : incapable de consulter un horaire de train, remplir un formulaire ou faire une soustraction. Les patrons, eux-mêmes, sont préoccupés. Comment faire dans une économie moderne avec des gens incapables de comprendre le fonctionnement d'une machine ?

Nous vivons dans une société injuste ! Tout le monde sait que l'ancien Président George Bush n'a pas les moyens intellectuels suffisants pour construire une phrase correcte ou pour lire un livre. Pourtant, il vient d'être engagé par une multinationale — spécialisée dans la vente de produits de nettoyage — pour animer les réunions de ses cadres supérieurs. Chaque intervention lui rapportera 100 000 dollars. Il est passé de la défense du nouvel ordre mondial à la promotion de lessives et reste donc ainsi spécialiste du nettoyage... Une carrière de politicien bourgeois qui se poursuit glorieusement !

Charles Reeve
(Chicago, le samedi 11 septembre 1993)

GRÈCE

Le PASOK de retour au pouvoir

La droite bleue (libérale) est morte. Vive la droite verte (socialiste) !

Les élections du 10 octobre ont marqué pour la Grèce le retour du « socialisme » après un court intermède de trois ans et demi de « libéralisme ».

Les dissensions internes du parti au pouvoir, Nea Dimokratia (ND), qui menèrent à ces élections législatives anticipées, avaient pour origine la privatisation de beaucoup d'entreprises de services publics. Cela avait commencé par le secteur des transports de la capitale, dont 8 000 employés furent licenciés à cette occasion. Ces licenciements avaient donné lieu à de violents affrontements. 500 autobus furent incendiés, une dizaine de guichets détruits et les bureaux de l'OAS (Organismos Astikon Syngoinonion, la société des transports urbains) furent attaqués à plusieurs reprises. Deuxième scandale : la vente d'AGET (Société générale des Ciments, dont l'Etat détenait 51% du capital) à des compagnies américaines fit se retourner contre le gouvernement une partie importante de ses députés. De même pour le nouvel aéroport d'Athènes, dont la construction fut confiée à la Frankfurter Flughaffen Gemeinschaft et des sociétés allemandes au détriment d'autres compagnies allemandes et françaises (Aéroports de Paris, etc). Mais ce qui fit tomber le gouvernement de Constantinos Mitsotakis fut la

Sur la voie des privatisations

décision de privatiser les télécommunications. On parla beaucoup de fibres optiques, de téléphone mobile, de télématique, des mots inconnus et magiques qui répondaient à l'attente du peuple d'avoir des télécommunications simplement correctes (ne pas attendre deux ans un téléphone ; ne pas recevoir des factures gonflées...). La téléphonie mobile fut confiée à des groupes « européens » (Intracom et Panafon). Mais le gouvernement voulait aussi privatiser la compagnie nationale des télécoms : l'OTE. Ceci fut voté cet été par le « groupe parlementaire de vacances » qui était bien entendu composé en majorité de députés de Nea Dimokratia. Ce fut le début de la fin. Beaucoup de députés exprimèrent leur désaccord avec cette loi qui, selon eux et les partis d'opposition, livrait à des intérêts privés, un secteur clé pour la « défense nationale ». Deux députés quittèrent ND pour Politiki Anixi, le Printemps politique créé par Antonis Samaras, ex-ministre du gouvernement Mitsotakis, et privèrent Nea Dimokratia de sa majorité parlementaire.

La corruption du parti au gouvernement ne se bornait évidemment pas aux privatisations et aux subornations des ministres à des intérêts privés. L'exercice autoritaire du pouvoir dans tous les secteurs de l'administration a poussé les Grecs à souhaiter la chute du gouvernement. Rappelons les dizaines de camarades anarchistes torturés par la police, les femmes obligées de se déshabiller devant des policiers machistes, la justice condamnant ceux qui déplaisaient à la famille du premier ministre Mitsotakis, les scandales sur sa femme Dora... Le bulletin d'information *O Anarchikos* (« l'Anar ») a notamment révélé son rôle dans l'affaire Hussein Khaled. Elle aurait payé celui-ci (impliqué dans l'affaire de l'Achile Lauro) pour poser une bombe dans une banque d'Athènes, accusation qui fut reprise dans toute la presse en juin dernier et confirmée en justice par un agent spécial de la police. Elle est impliquée dans des trafics d'armes, un commerce florissant dans les Balkans.

Il y eut aussi des causes secondaires de la chute du gouvernement, notamment la guerre en ex-Yougoslavie. Rappelons d'abord qu'Antonis Samaras fut nommé ministre des Affaires étrangères du premier gouvernement de ND en 1990. Son âge (44 ans) et le fait qu'il fut nouveau en politique avait fait coulé beaucoup d'encre. Certains dirent à l'époque qu'il avait été placé à ce poste par la CIA contre la volonté de Mitsotakis. La sortie du gouvernement de Samaras en 1991, remplacé par Papakonstantinou, a été marquée par un changement de la politique des Etats-Unis envers la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine ex-yougoslave. Cet été, Warren Christopher, Secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères, avait même prédit des élections en Grèce pour octobre, ce qui fait dire à beaucoup d'analystes qu'il y a eu une intervention américaine en Grèce.

De son côté, le PASOK (socialiste), malgré l'absence totale d'idéologie socialiste de son programme, a réussi à rassembler bon nombre d'idéologues de gauche qui virent en lui leur seul moyen de survie. Beaucoup de ses partisans et de ses cadres croient que les scandales économiques et financiers de ses années au pouvoir étaient des calomnies de ND. Les tribunaux n'ont en effet pas réussi à prouver la responsabilité du premier ministre de l'époque Andréas Papandreou, de ses collaborateurs et ministres. Seul Dimitris Tsovolas (ex-ministre de l'Economie) fut condamné dans l'affaire Koskotas (homme d'affaire ayant détourné plusieurs centaines de milliards de drachmes par la banque de Crète). Pour les Grecs, il n'était donc que la victime d'une machination de ND alliée à la Coalition de la Gauche et du Progrès. Même si le faux socialisme du PASOK avait déçu, même s'il y a vraiment eu de la corruption dans ses rangs, le libéralisme débridé et la corruption ont été les premières

Le PASOK force de rassemblement

caractéristiques du gouvernement Mitsotakis. L'augmentation folle des prix et des loyers a causé une baisse sensible du niveau de vie. Les Grecs ont condamné ND aussi bien que le libéralisme en tant que système.

La gauche non socialiste était représentée au parlement par le KKE (communistes) et la Synaspimos (Coalition de la Gauche et du Progrès : rassemblement de communistes et de militants de l'ex-KKE-ES, Parti communiste de l'intérieur). Elle refusa l'alliance avec le PASOK et entra dans la coalition gouvernementale de droite, ce qui l'a discrédité. Aux élections de 1990, ses partisans ont rejoint le PASOK ou sont « resté chez eux » pour voter blanc ou nul.

Les déclarations simplistes de votre ministre Alain Juppé attribuant la victoire du PASOK à la mauvaise mémoire des Grecs ne font que montrer son ignorance de la situation ici. Nous nous inquiétons beaucoup plus de celles du ministre allemand Klaus Kinkel, qui lie ces élections à la situation en ex-Yougoslavie.

Le parlement est maintenant composé de 170 députés du PASOK, 110 de Nea Dimokratia, 10 de Politiki Anixi et 9 du KKE. Les anarchistes grecs avaient comme chaque fois fait de leur mieux contre la farce électorale. L'abstention fut de 22%, les votes blancs ou nuls de 1,7%. Beaucoup de Grecs ont donc ignoré les sirènes électorales et la peur d'un retour possible de la droite au parlement.

Basil Caraplis
(Anarchiki Protosi ABC - Athènes)

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
Le dernier dimanche du mois, écoutez l'émission des Relations internationales de la FA de 14 h à 16 h

CÔTE D'AZUR

Les requins de l'immobilier ou le banditisme en col blanc

Pour célébrer ses quarante ans, en juin 1990, ce promoteur azuréen avait invité ses amis de la bonne société dans le désert marocain : avion spécial, feu d'artifice, hôtesses de charme, cadeau pour chacun.

Le dicton de la profession est toujours d'actualité : « Un pigeon se lève chaque matin et fait le bonheur d'un vendeur ».

Mais les prix sont tels que, depuis deux ans, la demande se raréfie. Une chute de 20 à 30% sur la Côte d'Azur. A Cannes, elle a atteint l'an passé 40% et à Nice 20% Il est vrai qu'avec Annecy et Lourdes, Nice et Cannes sont les villes les plus chères de France.

Le prix du mètre carré pour un appartement « rénové » de moyen standing, oscille entre 22 000 et 18 000 francs à Cannes, et entre 19 000 et 15 000 francs à Nice. Ailleurs, les chiffres sont plus bas. De 9 500 à 8 000 francs à Bordeaux, Rennes, Grenoble, Nancy, Orléans ou Rouen. De 9 000 à 6 500 francs à Marseille, Amiens ou Saint-Etienne.

Le luxe n'est pas touché. Il y a toujours preneur au-dessus de dix millions. Entre Nice et Menton, plusieurs villas, avec port privé, sont proposées entre trente et quatre-vingt dix millions ! Vous ne les verrez pas dans les catalogues des agences. Pour les connaître, adressez-vous plutôt à quelques notaires.

Le prix du terrain a atteint des sommets dangereux. Il représente souvent plus de la moitié du prix total de la construction.

Heureusement, les banques sont présentes dans le circuit de l'immobilier, surtout Paribas et le Crédit Lyonnais. Pour maintenir les prix, elles se gardent bien de couper les vivres aux investisseurs. Tout en percevant des agios (les découverts étant de plus en plus fréquents), elles soutiennent à coups de millions les promoteurs, augmentant en même temps leur participation dans les programmes de construction. Agissant dans l'ombre, elles n'apparaissent pas officiellement. Si bien que l'acheteur se rend acquéreur d'un bien vendu non pas par un particulier ou une société immobilière, mais bien par un organisme bancaire ! Les banquiers se sont toujours bousculés pour prêter aux professionnels de la pierre. Dans le même temps, ils se sont montrés des plus réticents pour de simples découverts, même modestes, consentis à des particuliers. Les compagnies d'assurances, également, suivent la même politique. Détentrices d'impressionnants patrimoines, elles ont pour elles la puissance de l'argent et l'appui des pouvoirs publics. Elle « jouent » sur les appartements comme à la Bourse. Les AGF, à la fin de l'année passée, ont mis à la vente plusieurs immeubles résidentiels, soit l'équivalent de près de trois hectares de mètres carrés ! Mais à quel prix !

Ces banques, dévoreuses d'épargne, conservent dans leurs coffres quantités d'œuvres d'art (toiles, sculptures, tapisseries) données en gage pour des avances de fonds.

Certains font de confortables bénéfices dans la spéculation immobilière, grâce à la bienveillante complicité des établissements de crédit. Et la plupart du temps sans apport personnel. Voici comment se monte l'opération. Le spéculateur, par exemple, achète un immeuble à Nice en vue de le rénover et ensuite de le remettre sur le marché. Il signe une promesse de vente et dispose d'un mois pour le premier versement de 10 ou 15%. Pendant ce temps, il met la main sur un acquéreur qui accepte de payer plus cher. Il cède alors la promesse et empoche la différence, sans avoir fait la moindre avance de fonds. L'opération est parfaitement licite et les requins de l'immobilier auraient bien tort de se gêner. Ce vide juridique leur permet toutes les audaces. Naturellement, ce beau monde participe avec tapage à des opérations humanitaires dont la télévision se fait l'écho.

Avec la nouvelle Europe, celle de l'argent, depuis plusieurs années la Côte connaît un afflux de promoteurs étrangers, surtout Italiens, Allemands et Belges.

L'appétit des constructeurs a réveillé la vieille passion pour la pierre. Mais en sont évidemment exclus les non-possédants et les locataires qui assistent, impuissants, à ce grand déballage.

De petits propriétaires font les frais de ces opérations immorales. Faute de pouvoir assumer l'entretien de leur bien, ils bradent ce modeste patrimoine à des sociétés immobilières. Les intermédiaires sont de jeunes loups de toute nationalité qui paradent à Saint-Tropez dans leur Ferrari ou leur off-shore.

William Caruchet

Casette « Un Goût de liberté » d' Alayn Dropsy
Prix : 50 F (port compris), chèque à l'ordre d'Alain Pintiaux
A Commander à : A. Dropsy, Le Bourg, 23150 Saint-Yreix

ENSEIGNEMENT

Les curés la ramènent

La loi Falloux (1850) limite à 10% le financement par les collectivités territoriales des investissements effectués par les établissements privés du second degré. Vouloir la modifier, comme l'a tenté le gouvernement il y a quelques mois (1), c'est soit augmenter les impôts, soit transférer une partie du budget de l'enseignement public vers l'enseignement privé (à 95% catholique) ; c'est conforter le patrimoine des congrégations en violation de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat (2) ; c'est préparer une privatisation déguisée du système scolaire... Prétendre que 10% c'est trop peu, comme le font les curés, c'est oublier que le contribuable participe déjà très largement au fonctionnement de l'école privée. C'est ainsi que tous les enseignants du privé sont payés par l'Etat. C'est ainsi que les communes sont tenues à de nombreuses obligations concernant l'enseignement élémentaire (entretien des locaux et du mobilier, rémunération des agents de service, frais de chauffage,

d'électricité...). C'est ainsi que les conseils généraux rémunèrent le personnel non-enseignant des collèges privés sous contrat et règle une grosse partie des dépenses de fonctionnement afférentes à l'externat (sans compter que le département peut, s'il le veut, concourir à l'achat de matériel informatique, mettre à disposition un local existant...).

Enfin, rappelons que la taxe d'apprentissage, versée par les patrons aux établissements scolaires de leur choix, revient principalement au secteur privé ! Aujourd'hui, il importe de rester vigilant et de ne pas oublier que le PS, en son temps, avait tracé la voie (3).

Eric Dussart
(Individuel FA - Lille)

(1) Le ministère de l'Education nationale a finalement décidé de nommer une « *mission d'information chargée d'étudier l'opportunité d'un amendement à la loi Falloux* ». L'examen a été reporté à une date ultérieure.
(2) La propriété des bâtiments scolaires de l'enseignement se répartit entre les congrégations religieuses (ou des associations qui en sont proches), entre des structures concourant à l'action des diocèses ou des paroisses, entre de très nombreuses associations propriétaires.
(3) De 1885 à 1992, les lois de finances, la loi Chevènement et les accords Lang-Cloupet ont érigé en règle la notion de « parité » entre enseignement public et enseignement privé. Comme quoi les socialos s'accommodent fort bien de « L'écu, du glaive et du goupillon » !

Associations

SAUMUR :
PROCÈS D'UN ANTIFASCISTE (*RAPPEL*)
Le 19 mars dernier, en pleine période des Législatives, Pascal Peneau a recouvert, dans une circonscription de Saumur, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles des affiches électorales de J.-R. Peltier et P. Lachaux (FN). Il passe en correctionnelle le jeudi 21 octobre à 14 h au **Palais de Justice de Saumur, place Saint-Michel.**

PARIS : CONFÉRENCE-DÉBAT
DU COLLECTIF « MALGRÉ TOUT »
Le vendredi 22 octobre à 20 h, le collectif « Malgré tout » organise une conférence-débat autour du livre *La politique et la liberté* (éditions l'Harmattan), en compagnie de l'auteur : François Masnata, mais aussi de Fabienne Messica et Miguel Benasayag. Cette conférence-débat aura lieu à la **Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain (M° Rue-du-Bac ou Solférino), 75007 Paris.**

PARIS : CONCERT DE SOUTIEN
A « RÉFLEX »
Lundi 1er novembre à 17 h, un concert de soutien à l'association antifasciste « Réflex », animé par les groupes Kochise (Agen), Réfractaire 90 et La Soupe aux clous, se déroulera au **14, rue de Nanteuil (M° Plaisance), 75014 Paris. Tél. : 42.50.99.43.** Bouffe, boissons et table de presse seront assurées. Entrée : 40 F.

PARIS : TOURNÉE DE CONFÉRENCES
DES INDIENS GUATÉMALTÈQUES DES CPR
Le collectif Guatemala vous invite le jeudi 4 novembre à 18 h à la conférence, animée par des Indiens des Communautés populaires en résistance (CPR), luttant de façon non-violente contre l'armée, à l'**Espace Kronenbourg, 30, avenue Georges V, 75008 Paris.**
Les Communautés populaires en résistance (CPR) seront le 5 novembre à Nevers, le 6 à Lyon, le 7 à Grenoble, le 8 à Montpellier, le 9 à Bordeaux, le 10 à Angoulème et le 11 à Nantes.

Notre dernière affiche

Spécial 11 Novembre mobilisation anti-guerre

Le groupe Henry-Poulaille édite l'affiche ci-dessus. Format 40X60. Prix : 50 F chaque rouleau de 50 exemplaires. Prix à l'unité : 5 F. Chèque à l'ordre de Publico. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

COLONIALISME

Makambo
Une vie au Congo
Jean de Puytorac - éd. Zulma

C'EST UNE SINGULIERE vision du colonialisme, que celle qu'expose Jean de Puytorac dans son récit autobiographique, dont les éditions Zulma publient aujourd'hui la première partie : *Makambo - Une vie au Congo* (1). Makambo, un surnom qui signifie « batailleur », gagné parce qu'il n'hésite pas à jouer des poings lorsque cela est nécessaire, se révèle aux antipodes des colonialistes que mettait en scène Med Hondo, par exemple, dans son film *Sarrounia, liberté noire* (2).

S'il décide, lui, de s'embarquer en 1920 pour le Congo français, c'est animé d'intentions qui se situent à mille lieux de celles de la plupart de ses contemporains. Citons donc une partie de sa préface, qui donne le ton du reste de l'ouvrage : « *Je n'ai jamais cru aux grands mots. Je suis parti pour l'Afrique à vingt ans parce que j'en avais assez de la guerre, que je voulais vivre libre et que j'aimais les Noirs, je ne sais d'ailleurs pas pourquoi puisque je ne les connaissais pas.* [...]

La "mission civilisatrice de la France" ne m'a jamais préoccupé et je ne me sentais investi d'aucun rôle particulier dans ce domaine. Ceux qui en étaient chargés me sont apparus sous des aspects très divers et pas toujours convaincants.

Pourtant, une chose demeure : je savais des choses que les Noirs ignoraient, et en vivant je les leur ai apprises, comme beaucoup d'autres Européens qui n'étaient pas des surhommes ni des héros. J'ai aussi beaucoup appris des Noirs en vivant avec eux, et constaté que devant les grandes émotions qui touchent aux problèmes vitaux de l'homme une compréhension profonde s'établissait, par-delà la subtilité du langage et des sensibilités différentes. [...] »

Avec de telles conceptions, à une époque où les Noirs sont encore traités soit comme des esclaves, soit comme du gibier, Jean de Puytorac ne s'épargne pas les difficultés. Auprès des autres colons, il fait souvent figure de doux rêveur, d'utopiste, et auprès des Noirs, il reste l'homme blanc, celui qu'ils tentent de gruger car il représente l'oppression.

Malgré cela, il ne tire pas du tout un bilan négatif d'une expérience qui durera plus de quarante années : « *...Si je puis aujourd'hui m'enorgueillir de quelque chose, ce n'est pas d'avoir fait fortune, cela ne m'intéressait pas, c'est tout simplement d'être resté moi-même, ni déchu ni tyran.* »

En dépit d'une démarche inhabituelle dans le milieu des colons (« *Tout m'intéresse et me surprend dans ce monde si nouveau pour moi* », écrit Jean de Puytorac), l'auteur n'est pourtant pas à l'abri des clichés qui règnent alors. Lorsqu'il choisit un boy, celui qui possède « *des yeux de chien fidèle* » a ses préférences. S'il considère les Noirs comme ses égaux, il juge souvent, néanmoins, avoir affaire à de « *grands enfants* ». Il est vrai que les Noirs avaient parfois tout intérêt à jouer ce jeu, qui leur permettait de détourner directement à leur profit une partie des richesses mises en circulation par les Blancs. Puisque ces derniers exploitaient la population et le sol africains, il était pour le moins juste que les Africains en tirent de temps à autre un peu plus que des miettes. Jean de Puytorac ne le conteste pas, mais sa position — Blanc et colon — représente un incontestable handicap.

Son témoignage retient cependant l'attention. Les méthodes des colons, petits et grands, militaires et commerçants, sont ici montrées avec une volonté d'objectivité. Parmi tous les livres consacrés au colonialisme, celui-ci, qui ne se targue pas d'apporter des analyses profondes, est vraisemblablement l'un des plus pertinents, puisqu'écrit par un personnage qui observe les Africains en essayant de se défaire de tous les préjugés en vogue et qui tient, simplement et sans camoufler certaines contradictions, à vivre libre parmi d'autres hommes libres.

Thierry Maricourt

(1) Jean de Puytorac, *Makambo - Une vie au Congo*, éditions Zulma. Prix : 130 F.
(2) Cf *le Monde libertaire* n° 874.

FRAÏSSE-SUR-AGOUD (HÉRAULT)

Le festival « Pour en rire » en quête d'autogestion

Si je vous dit Fraïsse-sur-Agout, cela ne vous dira rien et pour cause. Qui connaît ce petit, tout petit village du nord de l'Hérault, 93 habitants et 250 dans la commune ? Pour toute animation, une petite pizzeria sur la place de l'église, en face du traditionnel monument aux morts. Un village en agonie avec ses maisons qui se ferment et la campagne autour qui se vide. En somme un village en apparence banal jusqu'au 3 septembre. Car voilà qu'une poignée de fous, qui s'accrochent opiniâtrement à leur vie d'artisan ou de paysan, ont eu des velléités de culture, d'expression et de rencontre. Rien que ça. Et si on organisait un festival ? Trois jours, un festival du rire, non pas en août en invitant des Lagaffe et autre Lebb, mais en septembre, avec, par exemple, Rufus, le Café de la Gare, Font et Val, Joyet et Roll Mop's, enfin ceux qui dérangent autant qu'ils amusent.

Et bien du 3 au 5 septembre... ce fut un succès ! 1 300 personnes sous un chapiteau pour écouter et applaudir Font et Val. Même « ceusses » qui étaient à la messe deux heures avant avec le béret à la main sont venus voir, un peu ébouriffés à la sortie : entendre bouffer du curé, du militaire et du politique, ça laisse des traces.

Ces fous ont fait la démonstration que la vie est là, qu'il suffit de lui donner l'occasion de s'exprimer, qu'en s'en donnant la peine, le rêve peut devenir réalité. Il nous faut maintenant espérer qu'un autre festival suivra l'an prochain, et que le même esprit y règnera... Seulement voilà, personne ne sera surpris, surtout pas les anars, des suites que les « décideurs » donnent à tout cela. Vu l'ambiance conviviale, le ton plutôt impertinent, voire irrévérencieux de ces journées, les politiques locaux, Conseil général en tête (socialiste), ne veulent pas combler le déficit, ou plutôt, ils le veulent bien, mais à condition de maîtriser la forme et le fond des festivals futurs... Censure, quand tu nous tiens !

Le Comité d'organisation a décidé de résister et de se donner les moyens de l'indépendance financière pour sauvegarder son libre choix. Un appel est donc lancé pour créer une association qui *autogèrerait* le festival 1994, sans faire appel aux subventionneurs locaux. Il est important que l'on puisse résister à la pression de « petits barons » locaux, toujours prompts à éteindre toute velléité d'indépendance, toute initiative qu'ils ne maîtrisent pas, d'autant plus lorsqu'elles contestent leur autorité et l'ordre établi.

Bernard Gilet

NB : Pour tout renseignement, s'adresser à : « **Festival pour en rire** », **34330 Fraïsse-sur-Agout. Tél : 67.97.54.87. Fax : 67.97.54.88.**

SOUS LE « SOLEIL NOIR »

Au sommaire de *Soleil Noir* n° 14 : BD/article sur les anars anglais de Class War ; interview de Raymond et les Blancs Becs et Dead Michel Simon ; BD sur la bande à Bonnot, chroniques...

A noter le nouveau format poche, afin de faire baisser les prix de fabrication et de port. L'abonnement repasse donc à 50 F pour 4 numéros et par an, plus les hors-série. A signaler la sortie de deux nouveaux micro-dossiers BD-histoire, concoctés par Cyril et intitulés : *Partisans en Yougoslavie*, qui permet de mieux comprendre la dérive actuelle, et *Insurrection à Varsovie*, qui retrace l'écrasement du ghetto juif par les nazis.

***Soleil Noir* n° 14 : 10 F (port compris). En vente à la librairie du Monde Libertaire. J.-F.**

MUSIQUE

Blues automnal

Avant les vacances d'été, les gazettes musicales ne cessaient de tresser mille louanges au blues enfin retrouvé, vous connaissez la chanson... il paraît même qu'outre-Atlantique des programmateurs cherchaient le numéro de téléphone de Robert Johnson ! (1)

La rentrée venue, pour ce qui est de l'Hexagone, ça repart de plus belle. On en oubliera de cracher dans la soupe, et on mentionnera la tournée du Chicago Blues Festival qui, cette année, sera composé de la chanteuse Zoom, de Maurice John Vaughn (vocal, guitare, saxophone) et de Billy Branch et les Sons of the Blues. Ils seront en novembre : le 12 à Marseille, le 13 à Orange, le 16 à Rennes, le 17 à Reims, le 18 à Nancy, le 20 au Mans, le 22 à Jouey-lès-Tours, le 25 à Nice, le 26 à Grenoble, le 27 à Paris, le 28 à Toulon, le 30 à Genève.

Pour décembre : le 1er à Clermont-Ferrand, le 2 à Dijon, le 3 à Nantes, le 5 à Villeneuve-sur-Lot, le 6 à Bordeaux, le 7 à Angoulême, le 8 à Mantes-la-Jolie, le 10 à Valenciennes, le 17 à Tarbes, le 18 à Bayonne.

Il y aura sûrement des réajustements ; on vous en causera à « Blues en liberté » pour les auditrices et auditeurs de Radio Libertaire ou dans ces pages, en tout cas, à Paris, le concert aura lieu au Cirque d'Hiver, rue Amelot et coïncidera avec le 25e anniversaire de la revue *Soul Bag*.

Pour finir avec Bordeaux, au Cricketers, courant novembre, il y aura Magic Slim, Koko Taylor et Junior Wells.

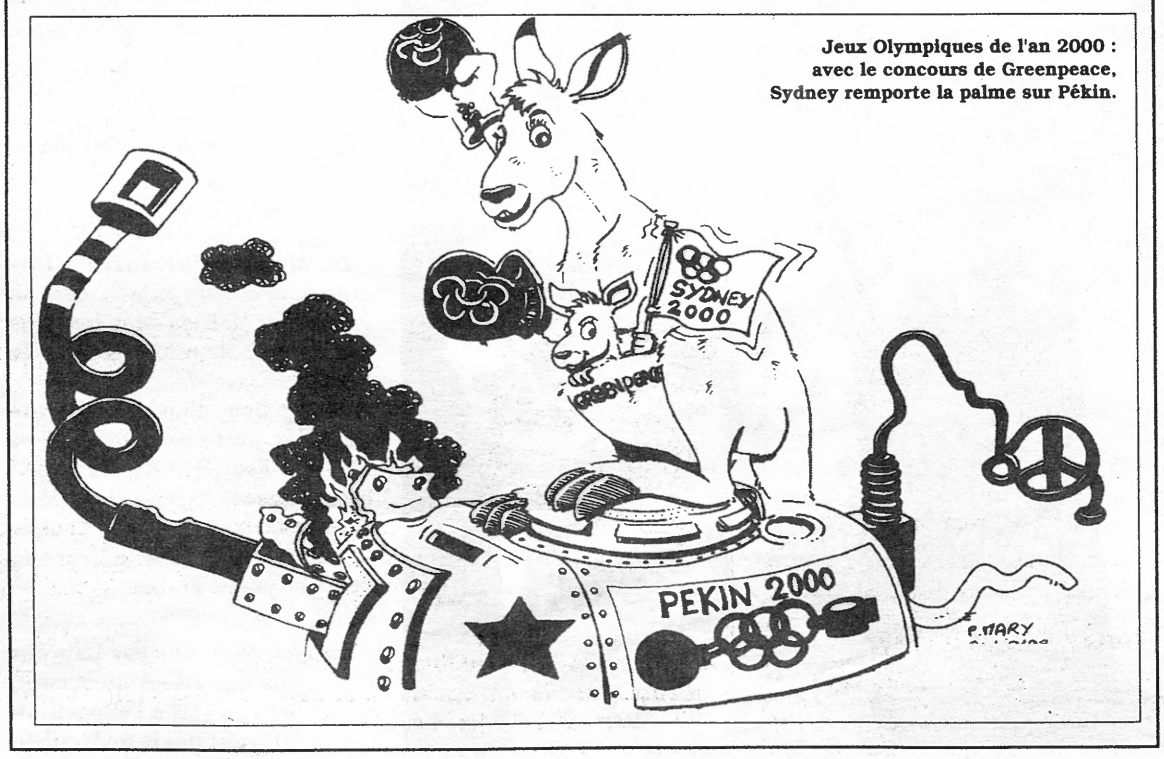
Thierry (« Blues en liberté »)

(1) Pour ceux qui l'ignorent encore, R. Johnson, dont « l'intégral CD » s'est plus que bien vendu, est mort en 1936 !

LYON
RADIO CANUT
(102.2)
« Idées Noires »
chaque mercredi
de 21 h à 22 h
les groupes lyonnais
de la Fédération anarchiste
analysent et critiquent
l'actualité sociale

RÉGION STÉPHANOISE
RADIO DIO (89.5)
émission
« Rouge et Noir/
Tribune libertaire »
chaque jeudi de 21 h à 22 h
animée par le collectif
« Les Mauvais jours
finiront » et le groupe FA
Nestor-Makhno
de Saint-Etienne

Le dessin de la semaine



Jeux Olympiques de l'an 2000 : avec le concours de Greenpeace, Sydney remporte la palme sur Pékin.

27 SEPTEMBRE - 10 OCTOBRE

EXPOSITION INTERNATIONALE ANARCHISTE DE BARCELONE

Rencontre cruciale pour tous les libertaires

Du 27 septembre au 10 octobre, la fondation d'études libertaires et anarcho-syndicalistes (CNT de Catalogne), la Fondation Anselmo-Lorenzo (CNT), l'athénée encyclopédique populaire et l'athénée libertaire Poble Sec organisèrent une exposition internationale sur l'anachisme. Le mouvement anarchiste espagnol, dans toute sa diversité actuelle, fut massivement présent, bien entendu. Le mouvement mondial, non plus, n'a pas manqué le rendez-vous, ni le public, qui chaque jour très nombreux, a posé beaucoup de questions que se posent aussi, actuellement, les anarchistes ! *Le Monde libertaire*, ainsi que Radio Libertaire et l'ensemble de la Fédération anarchiste, était représenté ; nous en avons profité pour interviewer deux des organisateurs : José de l'athénée Poble Sec et Juan de la fondation d'études libertaires et anarcho-syndicalistes.

Le Monde libertaire **:** *Nous avons maintenant dépassé la moitié de l'exposition, êtes-vous satisfaits tant de l'affluence aux débats que de leur qualité ?*

Juan : Il y avait la qualité, c'est sûr ! Mais, en fait, je n'ai pas pu assister à beaucoup de débats. Cependant, pour ce que j'ai entendu, le discours m'a paru novateur, surtout celui des compagnons d'Amérique latine.

José : Pour moi, le but a été largement atteint, simplement parce que nous pouvons constater que toutes les tendances sont venues, que tous les points de vue anars étaient représentés. Je dis cela particulièrement pour l'Espagne ; alors, de ce point de vue, le but est atteint. En plus, dans les différents débats la tribune, les intervenants... ont exprimé les mêmes préoccupations. Et quand ce n'était pas la tribune, c'était le public qui en parlait. Ici, en Espagne, je t'assure que c'est nouveau !

Vincent (Centre international de recherches sur l'anarchisme [CIRA] de Lausanne) : C'est aussi tout simplement parce que nous ne sommes pas ici dans un plenum, un congrès quelconque.

José : L'accent était mis sur le culturel, ce qui a clairement changé les rapports. Constatons simplement qu'il y a eu un noyau fixe de gens, ceux qui viennent de loin ; mais ceux qui sont d'ici, de Barcelone, sont venus selon leur centre d'intérêt.

Le Monde libertaire **:** *Pourquoi avoir choisi cette forme, une exposition, dans quel but pratique ?*

Juan : D'abord, le départ, c'est que le mouvement libertaire, qui est si divers et dispersé, pouvait se rencontrer ici et échanger des idées, des impressions. Ce que je veux dire, c'est que les groupes en étant si dispersés sont écrasés par la société autoritaire, donc ici nous avons fait un lieu pour qu'au moins il se rencontre. A la fondation, cela faisait trois-quatre ans que nous pensions faire cette rencontre et elle a été reprise ici par les athénées, et encore par les CIRA et le Centre Pinelli de Milan. Pour tout le monde, le but était de faire que les anars se rencontrent.

José : Nous, à l'athénée, parce que nous touchions plus à l'aspect social du collectif, parce que nous ne faisons pas partie d'une organisation anarchiste ou anarcho-syndicaliste, nous étions particulièrement intéressés pour mettre en place une rencontre où on puisse voir la globalité du mouvement. On a démontré qu'avec trois collectifs, pris dans leur aspect culturel, il est possible de travailler ensemble sans a priori. Et, peut-être que cela démontre qu'il faut commencer à débattre de quelque chose que l'on a entendu ici : c'est la question de l'organisation de la commune. C'est-à-dire, qu'il faudra voir comment, avec les organisations spécifiquement anars ou anarcho-syndicalistes, on a touché nos limites. Il faut repenser l'organisation des anarchistes dans son sens large.

« ...le mouvement libertaire, qui est si divers et dispersé, pouvait se rencontrer ici et échanger des idées, des impressions. »

Le Monde Libertaire **:** *Vous insistez beaucoup sur le côté culturel, pourquoi ?*

Juan : Pour le moins, on peut dire qu'il est nécessaire d'effectuer un changement culturel de l'individu si on veut un changement social. Quand je parle de culture, je l'entends d'un point de vue libertaire, selon le prisme de l'anarchie. Parce que, par exemple l'autre jour j'ai entendu un type qui disait que le trafic routier à Madrid c'était l'anarchie. Il faut absolument s'opposer à ça, sinon les gens l'acceptent et le répète. Je pense que ce que l'on appelle culture, celle du système, au contraire d'être rationnel est aculturation et déculturation.

José : Moi, ce que je constate, c'est qu'aujourd'hui il y a un grand déséquilibre social ; quelque chose de rompu entre ce que l'on pourrait appeler « le peuple » et l'administration politique. Donc, pour moi, il faut relier deux choses : d'un côté, il faut mettre l'accent sur la culture et l'activité culturelle libertaire, ce qui pourrait nous apporter la connaissance ; mais d'autre part, il faut qu'il y ait une interaction entre culture et connaissance pratique. Aujourd'hui, il n'y a pas cette interaction. Nous agissons toujours avec les mêmes outils. Il nous faut un projet de futur. On ne peut pas toujours récolter sans semer.

Le Monde libertaire **:** *Une exposition comme celle-là, c'est un gros effort. Mais qu'est-ce que vous espérez comme retombées par la suite ?*

José : Bon, d'un point de vue financier, on va s'en sortir. C'est déjà sûr. Pour le reste, les retombées pratiques ici, on verra ! Mais par dessus tout on espère d'autres initiatives de ce genre ailleurs, et pourquoi pas en France.

Propos recueillis par Laurent (liaison FA - Annemasse), délégué FA à l'exposition internationale anarchiste

Aperçu d'une table de presse anarcho-syndicaliste lors de l'exposition internationale anarchiste de Sants.
Photo Jean-Jacques Legois.

PARUTIONS

PRESSE

Le n° 35 (octobre) d'*Infos et analyses libertaires*, mensuel de l'Union régionale FA du Sud-Ouest, est paru. Au sommaire : dossier Léo Ferré, dossier antimilitariste, luttes sociales, l'Ariège avec le village estival Ecotopia de Durban-sur-Arize et le festival « Notes en Bulle 93 » d'Artigues, l'opinion publique façonnée par la presse, sport et médias, Somport : massacre pour une vallée.

Ce numéro, de belle facture tout au long de ses 24 pages, est vendu à la librairie du Monde Libertaire au prix de 15 F. On peut également s'y abonner pour un an au prix de 75 F (prix militant : 100 F, et de soutien : 150 F), en ajoutant 15 F pour les frais de port. Chèque à l'ordre du CES.

Cercle d'études sociales, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

PRESSE

A l'occasion de l'ouverture du procès des inculpés de Montjoie, le groupe FA du Mans a édité un numéro spécial (12 pages, format A4). Il reprend, en dehors de deux articles de présentation, des articles du *Monde libertaire*.

Loin de se contenter de traiter du cas de Montjoie, il expose d'autres affaires qui ont eu lieu dans le passé : Manufrance, Rufa, Serge Livrozet, le procès d'antifascistes de Rouen, Mordicus et Radio Libertaire. Autant d'affaires constituées afin de tuer la liberté d'expression. Pourquoi citer ces quelques affaires ? Pour montrer l'imbrication et l'arbitraire d'un système politico-juridico-patronal.

A commander au prix de 10 F l'exemplaire ou 60 F les 10 exemplaires (port compris) à la Fédération anarchiste, 4, rue d'Arcole, 72015 Le Mans.

PRESSE

Le n° 13 de *l'Encre Noire* est paru. Ce journal, édité par les groupes Jean-Roger-Caussimon (Nancy), Ne Plus Subir (Moselle/Bas-Rhin) et la liaison de Saint-Dizier, est disponible contre 8 F en timbres en écrivant au CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Du réveil syndical à la révolution sociale (suite p. 3), Quelle liberté ? Quelle démocratie ? (suite p. 4).
PAGE 2 : L'antimilitarisme aujourd'hui, Solidarité contre les crimes de guerre.
PAGE 3 : Du réveil syndical à la révolution sociale (suite de la « une »), Ecœurement et fatalisme au programme de rentrée, La CGT, FO et les autres en cette rentrée sociale du 12 octobre, Amies lectrices, amis lecteurs.
PAGE 4 : Quelle liberté ? Quelle démocratie ? (suite de la « une »), Le visage raciste du régime Eltsine, Le lundi 4 octobre vu par une Moscovite, Infos FA.
PAGE 5 : Une rentrée scolaire normale ne changerait rien à l'affaire... (billet américain 4), Le PASOK de retour au pouvoir.
PAGE 6 : Les requins de l'immobilier, Les curés la ramènent, Associations.
PAGE 7 : « Makambo », Festival « Pour en rire », Le dessin de la semaine, Blues automnal.
PAGE 8 : Une rencontre crucial pour tous les libertaires, Infos FA.

Pour « le Monde libertaire », un soutien efficace : l'abonnement !